

## CURRICULUM VITAE



### **Pascale STEICHEN**

*32, avenue de la Vallière  
06100 NICE*

*Tel.: 33 (4) 93 98 99 68*

*Fax. : 33 (4) 92 07 07 74*

*[Pascale.Steichen@wanadoo.fr](mailto:Pascale.Steichen@wanadoo.fr)*

*Née à Méru (Oise), le 22 mars 1959,  
Mariée, deux enfants (jumelles, nées en 1988).*

**Professeure agrégée de droit privé**  
Université de Nice Sophia Antipolis

**Directrice de l'école doctorale DESPEG** (Droit et Sciences Politiques, Economiques et de Gestion) Université de Nice Sophia Antipolis

**Co-Directrice du Master 2** Professionnalisé « Gestion juridique des risques et développement durable», Faculté de Droit, Nice Sophia-Antipolis.

**Membre du Groupe de Recherche en Droit, Economie et Gestion (GREDEG)**  
UMR 7321 du CNRS et de l'Université de Nice – Sophia Antipolis

**Membre de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire**

## II - PUBLICATIONS, CONTRIBUTIONS A DES OUVRAGES ET ARTICLES

---

### 1 - Monographies

- 1.1. *Les sites contaminés et le droit*, L.G.D.J., Paris, 1997, 320 p.

### 2 - Contribution à des ouvrages collectifs

- 2.1. *Droit de l'environnement*, Précis Dalloz, 7<sup>ème</sup> éd., 2015 (en collaboration avec M. PRIEUR, J. BÉTAILLE, M.-A. COHENDET, H. DELZANGLES et J. MAKOWIAK ) (à paraître 2016).

### 3 - Articles

- 3.1. Le bien-être au cœur du droit à un environnement sain, l'apport de jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, in *Le bien-être et le droit*, M. Deguergue et M. Torre-Schaub (dir.) (à paraître 2015).
- 3.2. « Les petits oiseaux contre les grands projets : Quelles activités économiques dans les Zones de Protection Spéciale ? » in *Hommage au professeur Jean UNTERMAIER* (à paraître 2015).
- 3.3. Le principe de responsabilité : le traitement juridique de la question des sites contaminés entre droit public et droit privé in *Droit public et droit privé de l'environnement, unité dans la diversité ?* (à paraître 2016).
- 3.4. « Exploitations classées agricoles et installations classées pour la protection de l'environnement », in M.L. DEMEESTER et V. MERCIER (dir.) *Agriculture durable, contributions juridiques, scientifiques et économiques pour l'élaboration d'un cadre normatif*, (en collaboration avec C. WILLAUME), (à paraître 2016).
- 3.5. « Environnement versus environnement », in *Mélanges en l'honneur des professeurs Soukaina BOURAOUI (Tunisie), Mahfoud GHEZALI (Algérie) et Ali MÉKOUAR (Maroc)*, 2015, (en collaboration avec F. HAUMONT), (à paraître 2016).
- 3.6. « Document d'objectif et planification stratégique dans le cadre du réseau Natura 2000 », in *La Planification territoriale stratégique entre droit souple et droit dur. Etudes en l'honneur de Jean-Pierre Lebreton*, Les Cahiers du GRIDAUH, n° 29-2015, pp. 305-318.
- 3.7. Chronique de droit privé et de droit économique de l'environnement. *Revue Juridique de l'Environnement* ( RJE), 2014, pp.665 (en collaboration avec I. Doussan)

- 3.8.** « La gestion juridique des résidus médicamenteux en France : questionnements juridiques autour de la pollution émergente hospitalière », *Revue de droit sanitaire et social*, n° 5/2015, septembre-octobre 2015, pp. 2-13 (en collaboration avec C. Antri-Bouzar).
- 3.9.** « Préface » in M. ORTOLANI (dir) *Protection et valorisation des ressources naturelles dans les Etats de Savoie* , P.R.I.D.E.E.S. , Serre Editeur, Nice, 2014, pp. I à V.
- 3.10.** « La politique de réutilisation du foncier des friches industrielles stimulée par la loi ALUR - Un nouvel encadrement des rapports contractuels portant sur les friches industrielles » (en collaboration avec C. LAFEUILLE), *Revue Juridique de l'environnement*, 2/2015, pp.266-283.
- 3.11.** « La dépollution des sols en France et en Chine », *JCP*, 2015, n° 4, p. 168.
- 3.12.** « La réforme du droit des sites et sols pollués, commentaire de l'article 173 de la loi ALUR du 24 mars 2014 », (en collaboration avec Y. JEGOUZO et J.-P. LE BRETON) <http://www.gridauh.fr/actualites/fiche/publication-des-actes-du-seminaire-sur-la-loi-alur-et-les-sols-pollues/?cHash=c42dfd4256f4b46243070fe31c06eb9c>
- 3.13.** « EDF condamnée pour faute inexcusable après le décès d'un salarié » obs. sous TASS 27 août 2013, n° 0123/2012, *Revue Juridique de l'environnement*, 2014, pp. 716-717.
- 3.14.** « Marche forcée vers la transparence pour le nucléaire », obs. sous Cass. 26 novembre 2013, Société Auxiliaire du Tricastin, *Revue Juridique de l'environnement*, 2014, pp. 7-11.
- 3.15.** « Activités économiques et enjeux environnementaux, Biodiversité versus implantation d'entreprises », in Y. STRICKLER (dir.), *Variations juridiques et politiques*, Paris, L'Harmattan, coll. Droit privé et sciences criminelles, 2013, pp. 245-255.
- 3.16.** « Déchets », « dommage écologique », « sols », in F. COLLART DUTILLEUL (dir.), *Dictionnaire Juridique de la sécurité alimentaire dans le monde*, Bruxelles, Larcier, 2013, pp. 243-244, 260-262 et 630-632.
- 3.17.** « Sécurité sanitaire et développement durable », *Revue Juridique de l'environnement*, 2013, pp. 593.
- 3.18.** « Terres, sols et sécurité alimentaire », *Revue Juridique de l'environnement*, 2013, pp. 595-612.
- 3.19.** « Natura 2000 et le juge judiciaire » in C.-H. BORN et F. HAUMONT (dir.), *Natura 2000 et le juge, Natura 2000 and the Judge*, Bruxelles, Bruyant, 2013, pp. 85-94.
- 3.20.** « Natura 2000 et le juge : la situation en France », in C.-H. BORN et F. HAUMONT (dir.), *Natura 2000 et le juge, Natura 2000 and the Judge*, Bruxelles, Bruyant, 2013, pp. 247-281 (en collaboration avec J. MAKOWIAK).

- 3.21.** « Introduction au droit économique de l'environnement », in *Pour un droit économique de l'environnement, Mélanges en l'honneur de Gilles J. Martin*, 2013, pp. 15-37 (article collectif du Credeco)
- 3.22.** « Une nouvelle répartition des rôles entre le pouvoir exécutif et le pouvoir judiciaire après la transposition de la directive 2004/35/CE sur la responsabilité environnementale en France », in P. HALLEY (dir.), *L'environnement, notre patrimoine commun et son état gardien*, Québec, Ed. Y. Blais, 2012, pp. 479-495.
- 3.23.** « Une action en cessation environnementale sur le modèle du droit belge ? », in *Mieux réparer le dommage environnemental*, Environnement et développement durable, n° 7, juillet 2012, pp. 22-24.
- 3.24.** « La responsabilité environnementale et les catastrophes », in J.M LAVIELLE, J. BÉTAILLE et M. PRIEUR (dir.), *Les catastrophes écologiques et le droit : échecs du droit, appels au droit*, Bruxelles, Bruylant 2012, pp. 421-450.
- 3.25.** « Les responsabilités environnementales dans les sites Natura 2000 », *Revue roumaine de droit de l'environnement*, sup. 2011, pp.58-93.
- 3.26.** « Le droit à l'eau dans la jurisprudence de la Cour européenne des droit de l'homme », in H. SMETS (dir.) *Le droit à l'eau potable et à l'assainissement en Europe*, Paris, Ed. Johanet, 2011, pp. 69-76.
- 3.27.** « La charte de l'environnement et les troubles anormaux de voisinage », obs. sous C.C., déc. n° 2011-116, QPC 8 avril 2011, Michel Z et autres, *Revue Juridique de l'Environnement*, 2011, p. 393-399.
- 3.28.** « Expertise et évaluation des incidences sur l'environnement », in E. TRUILLE-MARENGO (dir.) *La relation juge-expert dans les contentieux sanitaires et environnementaux*, Paris, La Documentation Française, 2011, pp.327-343.
- 3.29.** « L'évolution du droit de l'assainissement en France, une mise aux normes sous contrainte », in *Traditions et transformations du droit de l'eau*, Univ. Laval, Les Cahiers de droit, vol. 51, n° 3-4, 2010, pp. 567-593.
- 3.30.** « La protection des sols contaminés par les activités industrielles – Le cas français » in V. PARISIO (dir.), *La Fruizione delle 'acqua et del suolo et la protezione delle 'ambiente tra diritto interno et principi sovranazionali*, Milan, Giuffrè Editore, 2010, pp. 25-46.
- 3.31.** « Une interprétation extensive de la directive 2004/35/CE sur la responsabilité environnementale », obs. sous CJUE, 9 mars 2010, C-378/08, C-379/08 et C-380/08, ERG et autres, *Revue juridique de l'environnement*, 2010, pp. 503-511.
- 3.32.** « La protection des sols en droit international et communautaire », in *Protection des Sols*, Aménagement-Environnement, numéro spécial, Bruxelles, mai 2010, pp. 7-19 (en collaboration avec S. DOUMBÉ-BILLÉ).

- 3.33.** « Les mutations du droit de l'environnement », *Droit et Justice*, n° 33, automne-hiver 2009-2010, p. 10.
- 3.34.** « La prévention et la réparation de la pollution des sites : le cadre juridique communautaire », in M.P. BLIN (dir.), *Sites pollués, regards croisés : ingénierie et réglementation*, Paris, Lexis Nexis, 2010, pp. 123-140.
- 3.35.** « Du droit de l'homme à un environnement sain aux obligations positives d'assainissement », in H. SMETS (dir.) *Le droit à l'assainissement dans les législations nationales*, Paris, Ed. Johanet, 2010, pp 21-29.
- 3.36.** « Le risque écologique causé par l'entreprise, au plan communautaire et interne », in *Travail et environnement : points de rencontre et d'inflexion*, *Droit et Ville*, 2009, n° 68, pp.75-101 ; in M.P. BLIN-FRANCHOMME et I. DESBARATS (dir.) *Droit du Travail et droit de l'environnement, Regards croisés sur le développement durable*, Paris, Lamy, coll. axe droit, pp. 251-273.
- 3.37.** « La responsabilité environnementale dans les sites Natura 2000 », *Revue européenne de droit de l'environnement*, 2009, pp. 247-270
- 3.38.** « Entreprises et droit de l'homme à un environnement sain », in L. BOY, J.B. RACINE et F. SIIRIAINEN (dir.), *Droit économique et droits de l'homme*, Bruxelles, Larcier, 2009, pp. 405-435.
- 3.39.** « Flexibilité et modernisation du marché du travail », *Revue Internationale de Droit Economique*, Les dossiers de la RIDE, Bruxelles, De Boeck, 2009, pp. 111-131.
- 3.40.** « Le principe de compensation, un nouveau principe du droit de l'environnement ? », in C. CANS (dir.), *La responsabilité environnementale, prévention, imputation, réparation*, Paris, Actes Dalloz, 2009, pp. 143-163.
- 3.41.** « Obligation de désamiantage », obs. sous Cass. Civ. 3<sup>ème</sup>, 18 juin 2008, *Gaz. Pal.*, nov. 2008, n° 313, p. 51.
- 3.42.** « Aménagement du territoire et tourisme durables : illustration du principe d'intégration des préoccupations environnementales dans les autres politiques », in G. PARENT (dir.), *Production et consommation durable : de la gouvernance au consommateur-citoyen*, Québec, Ed. Y. Blais, 2008, pp. 613-641 (en collaboration avec F. HAUMONT).
- 3.43.** « L'évolution de la prise en compte des sites contaminés par le droit », in *Mélanges en l'honneur de Michel PRIEUR, Pour un droit commun de l'environnement*, Paris, Dalloz, 2007, pp. 1343-1365.
- 3.44.** « Contaminated sites and sustainable management of industrial soils in France : challenges and potential solutions », *Environmental Liability*, May-June 2007, p. 144-148 (en collaboration avec C. LONDON)

- 3.45.** « Site pollués, de la réhabilitation des sites à la réutilisation des sols », Bulletin du Droit de l'Environnement Industriel, janvier 2006, pp. 37-44.
- 3.46.** « Le droit communautaire des déchets à la recherche de la ligne de démarcation entre les résidus et les sous-produits », Droit de l'Environnement, avril 2005, pp. 84-87.
- 3.47.** Observation sous CJCE, n° C-114/01, 11 septembre 2004, Avesta Polarit Chrome Oy, Aménagement-Environnement, Bruxelles, 2004, p. 116.
- 3.48.** « Le risque, facteur de mutation de la décision publique ? » in A. SEDJARI (dir.), *Administration, gouvernance et décision publique*, Paris-Rabat, L'Harmattan, GRET, 2004, pp. 431-450.
- 3.49.** « La directive sur la responsabilité environnementale en ce qui concerne la prévention et la réparation des dommages environnementaux : un droit de compromis pour une responsabilité nouvelle », in *Entreprises, responsabilités et environnement*, Aménagement- Environnement, Bruxelles, 2004, n° spécial, pp. 109-127.
- 3.50.** « Quels statuts juridiques pour les sites Natura 2000 ? », Etudes Foncières, n° 108, mars-avril 2004, pp. 7-12.
- 3.51.** « La planification et les déchets », Environnement, J-Cl., n° 4, avril 2003, pp. 20-23.
- 3.52.** « La proposition de directive sur la responsabilité environnementale en vue de la prévention et de la réparation des dommages environnementaux », Revue Juridique de l'Environnement, 2003, pp.177-191.
- 3.53.** Observations sous CJCE, 2 mai 2002, C-292/99, Commission c. France, Aménagement-Environnement, 2003, p. 41.
- 3.54.** « Paupérisation et protection des ressources naturelles au Maroc », in R. CHARVIN et M. HAMMOUDI (dir.), *Pauvreté et développement (le cas du Maroc)*, Lyon, Ed. L'Hermès, 2003, pp. 75-92
- 3.55.** « La proposition de directive sur la responsabilité environnementale en vue de la prévention et de la réparation des dommages environnementaux », Annales de la Faculté de Droit, Economie et Administration de Metz, 2003, n° 3, pp. 139-149.
- 3.56.** « Les restrictions à l'exportation des déchets », obs. sous C.J.C.E., 13 décembre 2001, C-324/99, Daimler Chrysler AG c/Land Baden Wurtemberg , Revue Européenne de Droit de l'Environnement, 2002, juin 2002, pp. 89-97.
- 3.57.** « De l'utilité des procédures communautaires à la fonction utile des déchets », obs. sous C.J.C.E., 13 décembre 2001, C-324/99, DaimlerChrysler AG et C.J.C.E., 27 février 2002, C-6/00, Abfall Service AG, Droit de l'environnement, n° 98, mai 2002, pp. 109-111.
- 3.58.** « Etre ou ne pas être un déchet... », Droit de l'Environnement, n° 91, septembre 2001, pp. 213-216.

**3.59.** « Variations autour du thème du déchet », Aménagement-Environnement, Bruxelles, 2001, pp. 30-43.

**3.60.** « Evolution du droit à la qualité de la vie : de la protection de la santé à la promotion du bien-être », Revue Juridique de l'Environnement, 2000, pp. 361-390.

#### **4 - Chroniques**

##### **4.1. Revue Juridique de l'environnement**

Chronique de droit privé et de droit économique de l'environnement, 2014, pp. 665-688 (en collaboration avec I. DOUSSAN)

##### **4.2. Droit de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'habitat (annuaire du GRIDAUH)**

Protection de la nature, risques et environnement (en collaboration) :

- 2015 (à paraître) ;
- 2014, pp. 269-321
- 2013, pp. 249-293
- 2012, pp. 257-309
- 2011, pp. 239-286
- 2010, pp. 251-291
- 2009, pp. 363-433
- 2008, pp. 307-374
- 2007, pp. 419-490.

##### **4.3. Etudes foncières**

De 2001 à 2013 : 72 Chroniques bimensuelles de jurisprudence européenne sur le droit foncier, le droit de l'urbanisme et le droit de l'environnement (en collaboration avec F. HAUMONT)

##### **4.4. La revue foncière**

Depuis 2014 : Chronique bimensuelle de jurisprudence européenne sur le droit foncier, le droit de l'urbanisme et le droit de l'environnement (en collaboration avec F. HAUMONT)

---

## **VI - CONFERENCES**

1. Décembre 2015, Faculté de droit Aix-en-Provence, Séminaire ITER, la notion de compensation en droit de l'environnement.
2. Novembre 2015, Marseille, Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales (EHESS), Le droit au bien-être à travers la protection juridique du droit à un environnement sain.
3. Juin 2015, Paris, Sénat, Droit public et droit privé de l'environnement: unité dans la diversité ?
4. Mars 2015, Paris, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Le bien-être et le droit.
5. Décembre 2014, Nice, L'actualité du droit de l'environnement, Hivernales du barreau de Nice.
6. Novembre 2014, L'école de Nice rencontre l'école de Bruxelles (centre Perelman de philosophie du droit), L'émergence d'un nouveau marché de la dépollution après la loi ALUR.
7. Novembre 2014, Faculté de droit de Nice, « Les futurs du droit de l'environnement, simplification, modernisation, régression ? La voie étroite ». Animation de la table ronde autour des trois temps du colloque (élaboration du droit, contenu des normes, suivi et mise en oeuvre).
8. Novembre 2014, Pékin, Ambassade de France, Sites et sols pollués en France et en **Chine**, Représentante de la fondation pour le Droit continental
9. Octobre 2014, Marseille, colloque "Habiter le littoral. Enjeux écologiques et humains contemporains" organisé par la Société d'écologie humaine, l'OHM "Littoral méditerranéen" et le laboratoire Espace.
10. Mai 2014, Paris, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, La loi ALUR et les sols pollués (GRIDAUH).
11. Juin 2013, Sophia Antipolis, Séminaire, Eau-Santé-Environnement, en collaboration avec la faculté de Médecine, Le statut juridique des effluents des stations d'épuration.
12. Juin 2013, Paris, Maison du Barreau, Transition énergétique, quelles incidences pour la biodiversité, Colloque organisé par l'Association Multidisciplinaire des Biologistes de l'Environnement (AMBE) le 6 juin 2013.
13. Mai 2013, Sofia, **Bulgarie**, Faculté de Sciences politiques, Politiques d'aménagement et Friches industrielles.
14. Octobre 2012, Namur, **Belgique**, Région Wallonne, Aspects juridiques du réseau Natura 2000 en France.
15. Septembre 2012, Aix en Provence, Maison des sciences humaines, La recherche et



l'interdisciplinarité en écologie humaine.

16. Mai 2012, Fondation Gulbenkian, Paris, Ouverture et présidence du Colloque « Le marché de l'art en Europe, entre champs culturels et économie réelle, quelles régulations ? ».
17. Mars 2011, Faculté de droit de Louvain, **Belgique**, Natura 2000 et le juge, Natroa 2000 et le juge judiciaire et rapporteur pour la France.
18. Juillet 2011, Faculté de droit de Nice, L'expertise du photovoltaïque : de la technique au droit.
19. Avril 2010, Faculté écologique de Bucarest, **Roumanie**, Les mesures compensatoires en droit de l'environnement.
20. 29 janvier 2010, Faculté de droit, Aix-en-Provence, L'expertise dans les contentieux sanitaires et environnementaux, Centre d'Etudes et de Recherches Internationales et Communautaires (CERIC)
21. 9-12 septembre 2009, Faculté écologique de Bucarest, Roumaine, La responsabilité environnementale dans les sites Natura 2000.
22. 3 et 4 juin 2009, Les rencontres de droit économique, Faculté de droit de Nice, intervention sur la compensation en droit de l'environnement.
23. 11, 12 et 13 Mars 2009, colloque international Limoges, Les catastrophes écologiques et le droit, Intervention sur la responsabilité environnementale et les catastrophes écologiques
24. Janvier 2009, Nice, Faculté de droit, colloque Droit économique et droits de l'homme. Intervention sur « Entreprises et droit de l'homme à un environnement sain ».
25. Décembre 2008, Faculté de droit Toulouse, Colloque Travail et environnement. Intervention sur « Le risque écologique causé par l'entreprise, au plan communautaire et interne »,
26. Novembre 2008, Faculté de droit Le Mans, colloque Responsabilité environnementale, prévention, imputation, réparation. Intervention sur « Le principe de compensation, un nouveau principe du droit de l'environnement ? ».
27. Octobre 2008, Toulouse, Faculté de droit, colloque Sites pollués, regards croisés : ingénierie et réglementation. Intervention sur « La prévention et la réparation de la pollution des sites : le cadre juridique communautaire ».
28. Octobre 2008, Saint Tropez, Gouvernance locale et développement durable, Intervention sur « La réhabilitation des friches industrielles », AVADAC.

29. Septembre 2008, Université de Laval, **Québec**, Intervention sur « Aménagement du territoire et tourisme durables : illustration du principe d'intégration des préoccupations environnementales dans les autres politiques »
30. Juin 2008, Sophia-Antipolis, Faculté de droit, Les journées de droit économique, intervention sur Flexicurité et modernisation du marché du travail, Les journées du CREDECO.
31. Juin 2008, Cannes, symposium de l'eau, interventions sur « Le droit de l'eau, l'assainissement individuel et collectif au plan communautaire et interne ».
32. Avril 2008, **Naples**, Faculté de droit, La responsabilité dans les sites Natura 2000, Réseau européen Natura 2000.
33. Novembre 2007, Villefranche sur mer : Le changement de destination et le droit de l'environnement , Les entretiens de la citadelle, barreaux de Nice et de Grasse.
34. Octobre 2005, Sophia-Antipolis : Organisation et contribution à la journée régionale de Sophia-Antipolis, dans le cadre du réseau Risques environnementaux 2R2D, sur le thème de la Responsabilité Sociale des Entreprises.
35. Septembre 2005, Nice, Conférence à la Chambre de Commerce de Nice Côte d'Azur sur le thème : Actualité des sites contaminés
36. Mars 2004, **RABAT, Maroc**, Contribution au colloque international « Administration, gouvernance et décisions publiques », Groupement de Recherche sur Espaces et Territoires (GRET), Université Mohamed V, Agdal.
37. Janvier 2004, Nice, Conférence sur le thème « Environnement et santé », organisée par Association pour la Promotion de la Prévention et de l'Economie Sociale en Europe.
38. Novembre 2002, Metz, contribution au colloque « Activités humaines, risques et dommages écologiques ».
39. Septembre 2002, Douai, contribution au colloque « Les collectivités locales et les déchets ultimes ménagers ».
40. Juin 2001, Antibes, contribution au colloque « Les responsabilités et les déchets ».
41. Mai 2000, Sophia-Antipolis, contribution un colloque « Le harcèlement moral », en collaboration avec le Dr M.F. Hirigoyen.
42. Mai 1999, **Genève**, Contribution au colloque international, organisée par la Fondation du Devenir sur le thème « Qualité de la vie ».
43. Décembre 1994, Toulouse, Contribution au colloque « Environnement et Entreprises », organisé par le Conseil régional des notaires sur le thème : Assurances

et environnement.

## VII - PARTICIPATIONS A DES RECHERCHES COLLECTIVES

---

- Membre du Centre de Recherches en Droit Economique (GREDEG)
  - Participation au contrat de recherche sur le développement durable (achevé)
  - Participation au contrat de recherche sur les poissons génétiquement modifiés (en cours)
  - Participation au contrat de recherche avec le SERES, Aix en Provence sur les expertises environnementales.
- Codirection scientifique des Mélanges en l'honneur de Gilles J. Martin, (avec J.-B. Racine et I. Doussan), « Pour un droit économique de l'environnement » éd. Frison Roche, 2013, 715 p.

## VIII - DIRECTION D'ETUDES

---

### - **Direction de thèses, UNSA**

#### - **Thèses soutenues**

Cécile Zakine, Le règlement REACH sur les substances chimiques, un droit en quête d'équilibre, thèse soutenue le 28 novembre 2013

#### - **Thèses en cours**

1. Konstantin Ilchev, L'efficacité énergétique,
2. Chanhez Antri, La modernisation de la gestion juridique des pollutions émergentes par les structures de soin, Thèse financée, bourse régionale
3. Michael Bourru, La réparation du dommage écologique et l'office du juge
4. Séverine Borderon, La négociation écologique en droit des études d'impact
5. Sandra Russo, L'incertitude en droit
6. Lucrezia Motheré, Le contrat de transport d'énergie
7. Boukra Mohamed Zineddine, Gestion juridique des risques de pénurie d'eau dans les pays méditerranéens

#### - **Participation à des jurys de thèse**

2014, Faculté de droit de Nice,

Aude Solveig Epstein, L'information environnementale communiquée par l'entreprise

2014, Faculté de droit d'Aix en Provence,

- Laura Jaeger, Nucléaire et santé, recherche sur la relation entre le droit nucléaire et le droit de la santé
  - 2013, Faculté de droit d'Aix-en-Provence,  
C. Vanuls, Travail et environnement
  - 2012, Faculté de droit de Lyon  
Abdelkader Ouazani, Risque catastrophiques au Maroc, aspects de gestion des risques et assurance
  - 2012, Ecole des Mines, Sophia Antipolis  
Lea Bourreau, Contribution à la dimension conformité réglementaire à la mesure de la performance des systèmes de management environnemental : proposition d'un outil de mesure
  - 2008, Faculté de droit, Limoges,  
S. Staffolani, La conservation du sol en droit français.
  - 2007, Faculté de droit de Nice,  
I. Fréval, L'exonération de responsabilité en droit civil.
  - 2006, Pontifica Universidade Catolica de Sao Paulo SAO PAULO,  
C. Ferreira Macedo D'Icep, L'eau juridiquement durable.
  - 2005, Université de Nice  
Branca Martins da Cruz, De la réparation du dommage écologique pur
  - 2004, Université de Nice,  
V. de Masini, le sort des contrats de travail dans les procédures collectives
- **Participation à des jurys d'Habilitation à Diriger des Recherches (HDR)**
    - 2012, Faculté de droit de Nice, Mme Shaub, Université Paris I, Panthéon.
    - 2011, Ecole des Mines, Valérie Godfrin
  - **Directions de mémoires de masters 2 pro et recherche (une vingtaine par an).**

## VII – IMPLICATION SOCIALE, RAYONNEMENT SCIENTIFIQUE

---

- Membre du Conseil scientifique du Parc régional, les Préalpes d'Azur
- Membre du Conseil scientifique de l'observatoire Hommes Milieux (OHM) Littoral Méditerranée
- Membre du Conseil d'administration de la Société française du droit de l'environnement (SFDE).
- Membre du jury au concours du prix du mémoire du GRIDAUH
- Membre du jury au concours du prix de thèse de la Société Française pour le droit de l'environnement.
- Membre de l'Observatoire juridique européen Natura 2000

- Membre du Réseau européen du droit de l'eau
- Membre de comité scientifique de colloques :
  - 2013, La Rochelle, Droit répressif de l'environnement
  - 2014, Nice, Les futurs du droit de l'environnement

#### Divers

- Mise en place d'une convention cadre d'études LMD avec Laval (Canada)
- Mise en place d'une convention Erasmus avec Leuven (Belgique),
- Mise en place d'une convention Erasmus avec Naples (Italie)
- Mise en place d'une convention Erasmus avec Sophia (Bulgarie).

Expertise ANR

Expertise dossier Collard D

Prix SFDE